

Des musées sans histoire

CLAUDE-ARMAND PICHÉ, *La matière du passé. Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 2012, 407 pages

Serge Gauthier

Volume 7, Number 3, Summer 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/69508ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauthier, S. (2013). Review of [Des musées sans histoire / CLAUDE-ARMAND PICHÉ, *La matière du passé. Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*, Sillery, Septentrion, 2012, 407 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(3), 21–22.

DES MUSÉES SANS HISTOIRE

Serge Gauthier

CLAUDE ARMAND PICHE
LA MATIÈRE DU PASSÉ.
GENÈSE, DISCOURS ET
PROFESSIONNALISATION
DES MUSÉES D'HISTOIRE AU
QUÉBEC
 Sillery, Septentrion, 2012, 407 pages

Au hasard d'une conversation, lors d'une rencontre publique, un ancien ministre du gouvernement québécois aujourd'hui retraité me disait: «c'est dommage, il n'y a plus de musées d'histoire au Québec, on les a fait disparaître...» Cela m'a fait réfléchir et j'ai bien dû constater qu'il avait sans doute raison. Aussi, je reçois avec grand intérêt l'ouvrage de Claude Armand Piché intitulé *La matière du passé. Genèse, discours et professionnalisation des musées d'histoire au Québec*. Le propos de ce livre est, au fond, de nous tracer ce passage des vieux musées québécois d'histoire d'avant la Révolution tranquille, animés par des passionnés, mais sans grande formation et sans argent, à une professionnalisation muséologique plus établie, mais où la présence de l'histoire du Québec a peut-être été en quelque sorte mise au rancart.

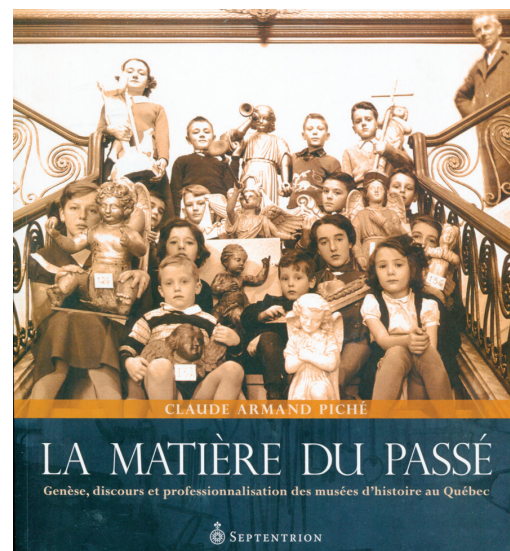
La question n'est pas neuve. Que ce soit l'enseignement de l'histoire au secondaire ou au cégep, la protection de notre patrimoine, la présence d'études folkloriques dans les universités ou celle de notre histoire dans les musées, il faut reconnaître qu'un réel effacement existe voire plus encore une volonté effective de faire disparaître cet héritage. Le livre de Claude Armand Piché nous donne-t-il quelque réponse sur cette importante question? Oui et non. Ce n'est peut-être pas là son sujet principal plus précisément muséologique, mais à travers le cheminement érudit de l'auteur, il est possible de déceler très clairement une sorte d'illustration de la disparition progressive du musée d'histoire au Québec.

Le livre couvre une vaste période historique, de manière rapide parfois, mais rarement sans pertinence. Il aurait été toutefois possible de présenter le sujet de manière plus générale et de s'attarder moins aux études de cas précis. Le classement des types de musées d'histoire est bien fait: musée étatique, musée de sociétés savantes, musée d'entreprise, musée universitaire, musée de société d'histoire. Cependant, l'étude de cas est parfois lourde et les choix retenus ne sont pas toujours probants. N'aurait-il pas fallu y aller plus largement, moins en détail sur quelques cas d'espèce? C'est le choix de l'auteur et il faut le prendre tel quel. Par ailleurs, ses analyses des acteurs de l'histoire muséo-

logique québécoise laissent dans l'ombre des grands noms, tout en glissant bien vite sur la *canadianisation* du patrimoine historique et ethnologique des Québécois effectué notamment sous la gouverne de l'ethnologue Marius Barbeau, employé zélé et militant de l'état fédéral. C'est dommage, car il y aurait peut-être eu là des pistes au sujet du glissement du discours autour d'un patrimoine historique québécois en voie de disparition dans nos musées.

Je pense que le livre de Claude Armand Piché décrit bien la professionnalisation du réseau des musées québécois et qu'on y perçoit en filigrane l'erreur de fond commise par le ministère de la Culture du Québec qui, en voulant se doter d'un réseau professionnel avec des bâtiments neufs (parfois aussi jolis que ceux de nos caisses populaires), a uniformisé selon des règles internationales des institutions où l'histoire du Québec est désormais presque totalement absente.

Je ne peux m'empêcher, étant impliqué dans une société d'histoire régionale, de constater que la partie consacrée aux musées de sociétés d'histoire est plutôt courte. D'abord, l'auteur y va de définitions un peu hautaines sur ces organismes bénévoles et son argumentaire ne convaincra pas puisque ces institutions demeurent sans grand financement de l'État québécois, surtout en rapport avec le réseau muséal actuel du Québec, et que leur travail est à ce titre exemplaire. L'auteur préfère arguer sur des considérations linguistiques un peu oiseuses et sur l'ethnicité de ces sociétés: faut-il leur en vouloir de ressembler à leurs régions, à leurs milieux? D'autre part, des oublis étonnants parsèment cette section: le travail significatif de Roland Gagné avec le Musée Laure-Conan dans Charlevoix, celui de Mgr Victor Tremblay et de Léonidas Bélanger avec le Musée du Saguenay, celui de l'abbé Michel Le Moignan au Musée de la Gaspésie. Il y en aurait bien d'autres à nommer. L'auteur ne prend pas le temps de considérer le travail de pionnier des sociétés d'histoire dans ce domaine qui a amené la création d'institutions régionales d'importance de nos jours. Il semble oublier surtout que les préoccupations de mise en valeur de l'histoire régionale ont semblé s'effacer devant la modernisation étatique des institutions muséales régionales. Au fait, l'auteur semble bien trop accroché à la région de Montréal et pourquoi donc n'a-t-il



pas pu scruter davantage les régions québécoises plus éloignées?

L'audace de l'auteur à questionner le concept récent d'économusées est cependant très intéressant. Ce réseau dynamique a reçu une certaine publicité, mais a obtenu beaucoup de son financement grâce à ses appuis auprès du gouvernement fédéral (et même un candidat à la chefferie du Parti libéral du Canada est encore aujourd'hui un «ambassadeur» de ce réseau selon le site internet de l'organisation). Encore là, le processus de canadianisation enclenché par Marius Barbeau semble à l'œuvre bien des années après la mort de l'anthropologue et fonctionnaire fédéral. L'auteur signale surtout la difficulté pour ces économusées de se sentir écartelés entre la petite et la grande entreprise et aussi du risque de trahir ainsi la vocation artisanale à la base de l'œuvre. D'ailleurs, outre le concept un peu facile «du patrimoine qui gagne sa vie», cette volonté de survie financière n'a pas beaucoup d'effets, semble-t-il, puisque la Papeterie Saint-Gilles, à la base du réseau, demeure précaire et que, selon l'auteur, une dizaine d'économusées se sont déjà détachés du réseau. L'œuvre survivra-t-elle au-delà de la mise en réseau politique de son fondateur Cyril Simard? Il faudra voir.

L'auteur souligne à juste titre le cas bien documenté de la bataille soutenue des tenants de la sauvegarde du mandat «histoire de l'art» du Musée du Québec, face à la création du Musée de la Civilisation du Québec dans les années 1970. Ici, les historiens de l'art l'ont emporté et il est facile de comprendre que l'histoire de l'art se vend mieux auprès du tourisme international que l'histoire et l'ethnologie du Québec. Même le Musée de la Civilisation du Québec présente aujourd'hui de grandes expositions internationales et laisse une part très réduite à l'histoire québécoise. Les historiens de l'art et les ethnologues l'ont emporté au détriment des historiens? Pas sûr, c'est surtout le commerce qui l'a emporté et on aurait aimé que l'auteur s'attarde sur cette vocation touristique devenue si essentielle de notre réseau de musées québécois.

suite de la page 21

À lecture du livre, je m'étonne encore : existe-t-il un Musée national de l'histoire québécoise ? Non ! Où est notre histoire militaire, notre histoire religieuse ? Nous possédons un Musée des Religions de toutes sortes, mais pas un seul sur l'héritage catholique au Québec. Je rêve du jour où une de nos magnifiques églises en voie de disparition deviendra un musée d'histoire de la religion catholique au Québec. Mais cela n'existera sans doute jamais... Le Musée de la Civilisation de Québec présente même une exposition intitulée « Territoires » avec comme problématique l'existence de territoires au Québec et non d'un territoire national...

Je pense que le livre de Claude Armand Piché décrit bien la professionnalisation du réseau des musées québécois et qu'on y perçoit en filigrane l'erreur de fond commise par le ministère de la Culture du Québec qui, en voulant se doter d'un réseau professionnel avec des bâtiments neufs (parfois aussi jolis que ceux de nos Caisses populaires), a uniformisé selon des règles internationales des institutions où l'histoire du Québec est désormais presque totalement absente.

Dans Charlevoix, j'entends souvent des visiteurs de notre société d'histoire préférant la simplicité d'un petit musée de la drave édifié sans argent par un passionné, au musée régional richement doté de Charlevoix où ils ne retrouvent pas l'histoire de notre région. Cette modernisation et professionnalisation de nos musées québécois a-t-elle perdu le sens de notre histoire au profit d'une sorte de dédain de notre passé à l'aune de l'international ? Probablement... Pour me rassurer, je me dis qu'il reste encore des passionnés sans argent avec leurs musées d'histoire qui nous étonnent et des sociétés d'histoire qui parviennent encore à survivre... Cela est bien, mais il faudrait pourtant que notre passé et ses personnages historiques majeurs retrouvent leur place, un jour, dans un réseau de musées actuellement conçu presque en l'absence de notre histoire. ❖



ANIK MEUNIER ET JEAN-FRANÇOIS PICHÉ
UNE HISTOIRE DU SYNDICALISME
ENSEIGNANT. DE L'IDÉE À L'ACTION
 Québec, Presses de l'Université du Québec, Collection Culture et publics, 2012, 212 pages

À travers les grandes étapes de l'histoire du syndicalisme enseignant, Anik Meunier, professeure en éducation et en muséologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et Jean-François Piché, conseiller syndical à la formation et à l'animation à la CSQ se sont donné comme mission de retracer l'évolution des organisations regroupant les enseignants. Les huit parties composant l'ouvrage comptent entre cinq et trente pages chacune. Les auteurs adoptent une présentation qui respecte assez fidèlement la chronologie tout en orientant parfois le contenu selon des thèmes plus spécifiques. *Une histoire du syndicalisme enseignant. De l'idée à l'action* accorde une large place aux documents iconographiques de toutes sortes telles que des photographies, des lettres, des articles de journaux, etc. Cela s'explique en grande partie par le fait que la parution de l'ouvrage fait suite à la tenue d'une exposition à l'Écomusée du fier monde tenue à Montréal fin 2011. Bien que le recours à divers supports iconographiques enrichisse indubitablement l'ouvrage, ces nombreux documents iconographiques font aussi en sorte que la démonstration des auteurs est parfois plus difficile à suivre. Aussi ont-ils inséré quelques extraits de témoignages, essentiellement d'enseignants retraités, afin d'appuyer leurs dires davantage.

Agréable à consulter, le livre relate l'histoire du syndicalisme enseignant à travers les luttes syndicales menées par ses membres. En ce sens, les auteurs adoptent sensiblement le même découpage ou la même structure de présentation que plusieurs spécialistes ou historiens qui se sont commis à l'intérieur d'autres histoires syndicales. Cette stratégie a l'avantage de mettre l'accent sur les grandes périodes de crise qui, elles-mêmes, font ressortir clairement la position de chacun des acteurs impliqués dans la lutte. Le syndicalisme enseignant évolue, bien évidemment, au rythme des gains syndicaux et de la législation. Or, son développement est aussi largement influencé par les gouvernements. À ce chapitre, les gouvernements successifs de Maurice Duplessis sont marquants par leur antisindicalisme. Aussi, les auteurs font clairement ressortir l'influence du clergé dans l'évolution du syndicalisme enseignant, tout en démontrant la division des membres devant la nécessité de choisir entre les syndicats catholiques, plus conciliants, et les syndicats de métier, reconnus pour adopter une approche plus agressive.

Meunier et Piché retracent donc succinctement les moments marquants, les temps forts d'une histoire particulièrement riche. Comme il s'agit d'une synthèse, l'information est traitée brièvement. Ainsi, nous apprenons que le premier syndicalisme enseignant se développe en région là où les instituteurs, comme tous les autres groupes de travailleurs, sont mus par le désir d'améliorer leur sort et leurs conditions

de travail. C'est qu'en dépit de leur statut au sein de la société, les institutrices exerçaient leur métier dans des conditions exécrables (salaire inférieur surtout en milieu rural, nombreuses tâches d'entretien, etc.) et dans le respect de normes sociales qui dictaient, dans une large mesure, leur mode de vie. Par exemple, la recension de ces difficiles conditions de travail illustre parfaitement la situation des institutrices qui devaient, pour exercer leur métier, être mues véritablement par une vocation (p. 8).

Conséquemment, nous comprenons mieux l'ampleur du défi à relever en vue de mettre en place le premier syndicat. Or, ce mouvement de syndicalisation enseignant naît dans Charlevoix en 1936 sous l'impulsion de l'ancienne institutrice Laure Gaudreault, alors journaliste et syndicaliste militante. Cette pionnière, on le comprend bien, a dû abattre un travail considérable afin de rassembler un groupe, celui des femmes, encore grandement marginalisées dans leurs droits, et pour leur faire obtenir des gains considérables. Les auteurs démontrent l'impact de cette leader, son implication pendant une longue période (des années 1930 à 1966) et les nombreuses batailles qu'elle a dû mener d'abord en tant que femme et ensuite comme syndicaliste (partie 1).

Par ailleurs, les parties 3 (« Entre ruralité et urbanité »), 5 et 6 (« De grands changements en éducation » et « Vers un syndicalisme de combat ») sont les plus intéressantes. Ainsi, on apprend que des années 1930 aux années 1950, les instituteurs et les institutrices en milieu rural appartiennent à des syndicats distincts, phénomène qui leur est propre puisque leurs homologues en milieu urbain sont regroupés au sein des mêmes syndicats. À cette époque, les inégalités entre les citadins et les ruraux sont aussi présentes que celles qui existent entre les hommes et les femmes exerçant la même profession. D'ailleurs, il faudra attendre l'année 1967 pour que la loi 25 impose une échelle salariale unique. Plus globalement, la décennie 1960 demeure une période charnière pour ce groupe d'employés notamment en raison des travaux de la commission Parent et de ses recommandations. C'est également à cette époque que le terme instituteur est remplacé par celui d'enseignant, ce qui atteste l'importance nouvelle accordée à la profession. À leur tour, les années 1970 et 1980 sont pleines d'effervescence : luttes contre l'État employeur, alliances intersyndicales, fronts communs, emprisonnement des chefs syndicaux, grèves, crise économique, états généraux sur l'éducation, confrontations avec les gouvernements et réforme de l'éducation.

Bref, les auteurs présentent les grandes lignes d'une histoire marquée par les gains, les reculs, les luttes, la solidarité, les divisions. L'ouvrage de Meunier et Piché s'adresse donc davantage à un large public qu'aux historiens et spécialistes en quête d'une analyse approfondie.

Isabelle Dupuis